UN RETARD DANGEREUX 2











Diyaara se tient parmi les carcasses du bétail de sa famille à Wajir, au Kenya. [Photo : Khadija Farah/Oxfam/February 2022].

RÉSUMÉ

On estime que 181 millions de personnes dans le monde vont se retrouver dans une situation de crise alimentaire en 2022. Selon les estimations d'Oxfam et de Save the Children, il est probable qu'en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, une personne meure toutes les 48 secondes à cause de la faim, des conflits, de la pandémie de COVID-19, de la crise climatique et des pressions inflationnistes et commerciales que le conflit en Ukraine ne fait qu'accentuer. La vie de millions d'enfants, et les progrès durement acquis vers les objectifs de développement durable, sont aujourd'hui menacés si des mesures ne sont pas prises de toute urgence pour empêcher la famine. Toutefois, la prévention de la famine ne suffit pas, elle doit s'accompagner d'une action politique pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents du problème, notamment les inégalités, les conflits et la crise climatique, sous peine de voir s'enchaîner les crises cycliques – et prévisibles – que traversent des millions de personnes dans le monde. La famine est un échec politique.

En 2011, la Somalie a connu une famine particulièrement dévastatrice, qui a coûté la vie à plus de 250 000 personnes, dont la moitié étaient des enfants de moins de 5 ans . En dépit des nombreuses mises en garde contre une catastrophe imminente, la communauté internationale n'a pas réagi à temps. À la suite de cette tragédie, les dirigeant-es de la région se sont engagé-es à mettre un terme aux situations d'urgence liées à la sécheresse avant 2022. La communauté internationale voulait s'assurer que les erreurs qui ont conduit à la famine ne se répéteraient pas. La prochaine fois, le monde tiendrait compte des mises en garde et agirait avant l'heure pour éviter ce genre de catastrophe.

Pourtant, un peu plus d'une décennie après la famine de 2011, et même si la sonnette d'alarme a été tirée à plusieurs reprises ces deux dernières années, les initiatives visant à tenir cette promesse restent timorées. Une fois de plus, nous réagissons trop tard et avec trop peu de moyens pour éviter la crise. En Somalie et dans certaines régions de l'Éthiopie, près de 500 000 personnes vivent désormais dans des conditions proches de la famine, les femmes étant particulièrement touchées . Au Kenya, 3,5 millions de personnes souffrent gravement de la faim, et les Nations Unies estiment que 350 000 enfants somaliens risquent de mourir d'ici l'été si les gouvernements et les donateurs ne s'attaquent pas immédiatement aux problèmes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition . Le nombre de

personnes confrontées à une situation de crise alimentaire en Éthiopie, au Kenya et en Somalie a plus que doublé depuis l'année dernière, passant de plus de 10 millions à plus de 23 millions de personnes.

L'échec à accélérer les progrès dans la lutte contre la crise climatique et dans la prévention des conflits dans le monde perpétue un système de dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Or, cette aide n'est pas conçue pour répondre à des chocs cycliques et prévisibles d'une telle ampleur, et ne dispose pas des moyens nécessaires pour le faire. Face à l'augmentation des besoins, nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre les bras croisés que les situations d'urgence surviennent. Nous devons agir en amont, de manière préventive, pour éviter que les chocs prévisibles ne donnent lieu à des crises. Cela nécessite une collaboration beaucoup plus étroite entre les différents acteurs œuvrant dans les domaines des politiques publiques, du développement, de l'humanitaire, du maintien de la paix et des changements climatiques.

Oxfam et Save the Children se sont associées à l'Observatoire Jameel pour passer en revue l'évolution des mesures préventives et des réponses anticipées depuis 2011 dans l'Afrique de l'Est. L'équipe de recherche a consulté des acteurs locaux, nationaux et internationaux, ainsi que des communautés, pour s'enquérir des décisions prises et des mesures adoptées en réponse à des alertes précoces. Cette étude met en évidence l'impact des investissements réalisés par l'État et les administrations locales dans la protection sociale et les systèmes d'alerte précoce, ainsi que le rôle des membres des communautés et des organisations locales dans la prise de mesures anticipées. Cependant, elle montre également que les gouvernements et les acteurs internationaux continuent de réagir a posteriori aux conséquences de la sécheresse, au lieu de gérer le risque avant qu'elle ne se produise. En outre, ils peinent à prendre des mesures d'une envergure suffisante pour répondre aux alertes précoces.

Les principales conclusions de l'étude ne sont pas spécifiques à l'Afrique de l'Est. Les communautés et les acteurs locaux sont toujours les premiers à prendre des mesures pour protéger leurs moyens de subsistance et se préparer aux effets de la sécheresse et des inondations, mais le financement des organisations locales fait cruellement défaut. Les systèmes de protection sociale mis en place par les gouvernements pour protéger leur population contre les chocs offrent souvent des solutions

plus rentables et plus précoces, mais beaucoup reste à faire pour s'assurer que ces systèmes sont inclusifs, axés sur les enfants, sensibles aux questions de genre, et rattachés aux mécanismes humanitaires d'aide monétaire. Il existe de nouvelles initiatives prometteuses visant à anticiper les répercussions des crises sur les communautés. Toutefois, elles ne sont pas suffisamment financées ou intégrées dans les mécanismes d'aide humanitaire, de développement et d'action climatique pour pouvoir protéger les communautés avant qu'une crise ne survienne. La bureaucratie à outrance et les choix politiques intéressés (aux niveaux local, national et international) continuent d'entraver l'action anticipée.

Il est tentant de considérer la pandémie de COVID-19 ou la guerre en Ukraine comme des événements isolés. Cependant, ces deux chocs mondiaux démontrent à quel point les systèmes sur lesquels des millions de personnes comptent pour survivre sont fragiles et interconnectés. À mesure que la crise climatique s'aggrave, les chocs dus aux phénomènes météorologiques extrêmes et à des facteurs connexes – y compris l'interaction entre les changements climatiques et les conflits – continueront à se multiplier. Si les tendances actuelles se poursuivent, le nombre de catastrophes recensées chaque année sur toute la planète pourrait passer d'environ 400 en 2015 à 560 en 2030 . Un système d'intervention uniquement fondé sur la réaction et non sur la prévention ne sera pas en mesure de parer aux défis qui se présenteront dans les années à venir.

Pour la crise alimentaire de 2022. l'heure de l'action anticipée est malheureusement encore une fois largement dépassée. Les communautés sont désormais en proie à la crise et seul le financement urgent des interventions humanitaires peut sauver des vies. Mais pour la prochaine crise, nous devons faire mieux. Ce rapport recommande de modifier à la fois les mécanismes d'action anticipée et la manière dont celle-ci est financée. Les changements préconisés comprennent un financement plus direct des organisations locales et nationales, la consultation des dirigeant es communautaires, une coordination accrue entre les différents acteurs impliqués dans les domaines des changements climatiques, du développement, des politiques publiques et du maintien de la paix, ainsi qu'un élargissement important des systèmes de protection sociale sensibles aux chocs et des démarches d'action anticipée. Les fonds de crise (ou « crisis modifiers » selon le terme anglais) et les budgets permettant de faire face aux imprévus doivent être à la fois renforcés et simplifiés afin de permettre une répartition rapide des fonds. Il est

toujours essentiel que le financement soit souple, fiable et pluriannuel, et que les femmes soient réellement incluses dans la prise de décision concernant les interventions aux niveaux local, national et international.

Après la famine d'il y a dix ans, le monde a dit « plus jamais ça ». À en juger par les millions de personnes qui sont sur le point de se retrouver dans la même situation, il n'a pas tenu sa promesse. Nous devons réagir maintenant, comme il se

doit, pour éviter une nouvelle tragédie. Mais nous devons aussi tirer des leçons de la décennie écoulée pour faire en sorte que, à partir de maintenant, des mesures préventives soient prises pour éviter de futures crises alimentaires. Alors que les catastrophes climatiques menacent d'aggraver les crises à l'avenir, nous ne saurions manquer à cette promesse une nouvelle fois.

LES SIGNAUX NE TROMPAIENT PAS

- Les précipitations ont été faibles en mars-avril-mai 2020 dans le sud de la Somalie. En juin ou juillet 2020, des mesures anticipées auraient pu être adoptées.
- En août 2020, le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) prévoyait que les deux saisons à venir seraient mauvaises et entraîneraient probablement des besoins d'aide alimentaire élevés.
- À la mi-mai 2021, les groupes de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG) ont appelé à une action urgente et FEWS NET a émis une alerte indiquant qu'une sécheresse plurisaisonnière persisterait probablement jusqu'à la fin 2021.
- Le 8 septembre 2021, le Kenya a officiellement déclaré l'état de catastrophe nationale à cause de la sécheresse dans certaines parties du pays.
- Le 31 octobre 2021, la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) a mis en garde contre une probabilité très élevée (87 %) de survenue du phénomène de La Niña, pour la deuxième année consécutive. La dernière fois que l'Afrique de l'Est avait été confrontée à une crise alimentaire, c'était en 2016-2017, année marquée par La Niña.
- Le 23 novembre 2021, le gouvernement fédéral de Somalie a déclaré l'état d'urgence à cause de la sécheresse.
- En novembre 2021, FEWS NET a alerté qu'une sécheresse sans précédent était imminente dans la région si les précipitations restaient faibles.
- En février 2022, la FAO et le PAM ont émis une alerte précoce indiquant que l'insécurité alimentaire aiguë risquait encore de s'aggraver dans plusieurs pays.
- En avril 2022, l'IPC a fourni des projections actualisées de l'insécurité alimentaire aiguë en Somalie, mettant en garde contre le risque de famine dans certaines zones du pays. Il était souligné que l'insécurité alimentaire s'était considérablement aggravée depuis le début de l'année 2022 et qu'une 'détérioration encore plus forte et plus rapide' était attendue jusqu'en juin 2022 au moins. L'Organisation météorologique mondiale a lancé un avertissement catégorique:

"La perspective bien réelle que les pluies fassent défaut pour une quatrième saison consécutive, plaçant l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie dans une situation de sécheresse sans précédent depuis 40 ans..."

NOTE DE FIN DE PAGE

- 1 Global Report on Food Crises (Rapport mondial sur les crises alimentaires) 2022, disponible à l'adresse https://www.wfp.org/publications/global-report-food-crises-2022
- 2 Des informations plus détaillés sur ces calculs sont présentées dans la section Méthodologie ci-dessous.
- Mortalité parmi la population du sud et du centre de la Somalie touchée par l'insécurité alimentaire grave et la famine au cours de la période 2010-2012, Étude commandée par la FAO/FSNAU et FEWS NET à la London School of Hygiene and Tropical Medicine et à la Johns Hopkins University Bloomberg School of Public Health, FAO et FEWS NET, 2 mai 2013. Disponible à l'adresse https://fsnau.org/products/research-studies.
- 4 Outil de suivi démographique de l'IPC, disponible à l'adresse https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/population-tracking-tool/en/
- Nations Unies. (8 février 2022). Severe Drought Threatens 13 Million with Hunger in Horn of Africa. Consulté le 2 mai 2022, à l'adresse https://news.un.org/en/story/2022/02/1111472
- 6 D'après une comparaison des chiffres de mai 2021 et mai 2022 dans l'outil de suivi démographique de l'IPC.
- 7 UNDRR. (2022). GAR2022: Our World at Risk: Transforming Governance for a Resilient Future. p.17. Consulté le 2 mai 2022, à l'adresse https://www.undrr.org/gar2022-our-world-risk